

Le 3 octobre 2024

## Affaiblir les villes et agglomérations aggraverait la fracturation du pays

Les dernières échéances électorales l'ont souligné avec force : notre pays est fracturé. L'épicentre de ces fractures est bien souvent nos territoires, lieux de rencontre du monde urbain, périurbain et rural. La composition de la nouvelle Assemblée nationale traduit cette fracturation, porteuse de grands risques pour la cohésion sociale et territoriale de la France.

Rassemblés à Sélestat les 2 et 3 octobre, **les Maires et Présidents d'intercommunalités des villes moyennes ont réaffirmé leur conviction, nous pouvons être une partie de la solution.**

**Ils ont également réaffirmé leur volonté : dialoguer et travailler avec les pouvoirs publics, le Gouvernement et le Parlement.**

Il y a pour cela une condition : rétablir une confiance, aujourd'hui ébranlée, par les attaques injustifiées faisant des collectivités territoriales les responsables de la dérive des finances publiques.

Non, les collectivités ne sont pas responsables des déficits ! En 2023, leur endettement net s'est accru de 5,5 milliards d'euros, à comparer aux 155 milliards d'euros de l'ensemble des comptes publics. Quand on représente 3,54% du problème, on ne peut pas être la solution.

C'est pourtant ce qui semble se dessiner au vu des nouveaux « contrats de responsabilité » annoncés par le Premier ministre. **Les Maires n'accepteront pas le retour sous d'autres formes, et sans contrepartie, des « contrats de Cahors ».**

Procéder à des coupes dans les finances des villes et agglomérations aurait deux conséquences :

- Affaiblir les services publics du quotidien rendus à nos concitoyens : veut-on moins d'agents périscolaires ou de crèches, de policiers municipaux, de conseillers numériques pour les personnes âgées, d'accès au sport et à la culture, de bus et de transports périurbains etc. ?
- Réduire notre capacité d'investissement dans la transition écologique : veut-on moins de production d'énergies renouvelables, de réhabilitation thermique d'écoles, d'économies d'eau, de véhicules « verts » etc. ?

Les enjeux en matière de logement, d'accès à la santé, de soutien au commerce de proximité, de sécurité, de mobilités sont majeurs. **Le rôle stratégique des villes moyennes doit être davantage reconnu et pris en compte dans l'élaboration de ces politiques, ce qui passe par un dialogue réel et non par des décisions sans appel.**

Dans un esprit toujours républicain, les Maires et Présidents d'agglomération de Villes de France porteront auprès du Gouvernement et du Parlement leurs attentes et leurs propositions, comme ils ont pu le faire avec la ministre Catherine Vautrin, qui a clôturé leur congrès.

### Contact presse :

Guillaume Segala – [guillaume.segala@villesdefrance.fr](mailto:guillaume.segala@villesdefrance.fr)

*Villes de France est une association d'élus pluraliste qui représente et accompagne les villes de 10 000 à 100 000 habitants et leurs intercommunalités.*